

six semaines, à fournir au cultivateur la main-d'œuvre nécessaire, et deuxièmement, le Gouvernement devrait promettre aux cultivateurs et aux autres citoyens canadiens d'abaisser les impôts élevés en augmentant les exemptions au chapitre de l'impôt sur le revenu.

Après avoir examiné sommairement ces deux questions, j'en arrive maintenant à l'affaire d'espionnage. A mon avis, aucun autre endroit ne convient mieux à la discussion d'un sujet comme celui-là que le Parlement du Canada, lequel, s'il veut bien s'acquitter de ses responsabilités, doit demeurer le rempart des libertés de la population canadienne. Que les honorables membres de tous les coins de la Chambre écoutent bien les paroles que prononçait sir Wilfrid Laurier, dans un discours fait à la Chambre des communes, le 19 mars 1918; dans un langage que je ne saurais jamais égaler, il décrit les responsabilités des membres du Parlement en ce qui concerne la détermination, l'assurance et le maintien de ces droits que les peuples d'ascendance britannique chérissent plus que tout autre peuple et plus que la vie même. Voici donc ce que disait sir Wilfrid Laurier:

L'éternelle vigilance est le prix de la liberté et le témoignage universel de l'histoire est là pour proclamer que si l'éternelle vigilance d'une opposition forte et résolue fait défaut à un moment donné, on peut être certain que des empiétements contre la liberté du peuple et des abus de pouvoir se produiront tout comme les mauvaises herbes et l'ivraie envahissent le champ et feront périr la récolte du cultivateur s'il n'exerce une surveillance de tous les instants. Bien plus, j'ai le droit d'invoquer le témoignage de l'histoire des institutions britanniques en vue d'établir que, si en aucun temps, une partie de l'opposition se relâche de la vigilance qu'elle est censée exercer, les mauvaises herbes et l'ivraie envahiront les récoltes.

Ce sont là paroles pertinentes, lorsqu'on sait les atteintes portées, pendant la guerre, aux droits du Parlement:

Il ne fait aucun doute qu'une illégalité conduit à une autre et que, conséquemment, un tort en entraîne un autre.

Je n'ai pas à m'excuser de l'attitude que je vais prendre. Je n'ai pas à m'excuser de n'avoir pas reçu l'appui du parti communiste canadien. Nul député siégeant de ce côté-ci de la Chambre n'a jamais reçu l'approbation officielle du chef du parti ouvrier-progressiste, et nul député de ce côté-ci n'a jamais adopté l'attitude prise par le directeur de la Fédération libérale nationale, lorsque, le 24 juin 1944, M. Tim Buck offrit sa collaboration au premier ministre. Voici les paroles de M. McLean en réponse à cette offre de collaboration et d'assistance:

Le parti libéral reçoit volontiers la collaboration de tout Canadien en vue d'appliquer les principes et les programmes libéraux...

[M. Diefenbaker.]

M. ROSS (Souris): Peu importe ce qu'il peut en coûter au pays.

M. DIEFENBAKER:

...parce que nous sommes certains que ces programmes constituent l'unique solution aux problèmes mondiaux actuels.

Des VOIX: Très bien.

M. DIEFENBAKER: Je suis heureux de constater cette approbation. La collaboration prenait fin avec les derniers jours de la campagne électorale. Il n'y a pas eu de collaboration de ce genre entre notre parti et le communisme. Je comprends la situation actuelle de la Russie...

M. CRUICKSHANK: Nous sommes ici, cependant.

M. DIEFENBAKER: Je ne saisis pas.

M. CRUICKSHANK: Nous sommes de ce côté-ci.

M. DIEFENBAKER: Oh! oui. Il y a ce programme: la fin justifie les moyens.

M. ROSS (Souris): Peu importe ce qu'il en coûte au pays.

M. CASSELMAN: Il a parlé à contretemps.

M. DIEFENBAKER: Il est plus qu'étrange, monsieur l'Orateur, que les interpellations aient été si nombreuses sur une proposition qui rallie si universellement les esprits.

Je crois bien saisir la présente situation mondiale. Staline a parlé le 9 février, Kalinine le 4 et Molotov aussi le 4 février. Ils ont exposé le projet et, d'après les membres de notre commission royale, le Canada comptait à son service des hommes et des femmes qui plaçaient leur loyalisme à une idéologie étrangère au-dessus de leur loyalisme envers l'Etat. Il est facile d'imaginer la situation mondiale de l'heure: la Grande-Bretagne doit sortir de la Grèce afin de rendre disponibles les bases des Dardanelles; la Russie exige l'administration de la Tripolitaine; la Russie aujourd'hui dans l'Iran; la Russie demande des bases en Erythrée; la Russie demande le plateau de Kars. Cela saute à tous les yeux. Mais nous ne sommes pas nous-mêmes à l'abri de tout reproche lorsque nous permettons à la Russie d'exercer son contrôle sur les Kouriles, de partager les titres de propriété et les droits de contrôle sur le chemin de fer de la Mandchourie, sur le port de Darien et celui de Port-Arthur, par suite de l'accord d'Yalta.

Ces choses existent, mais puisque nous les connaissons et que nous savons que le communisme se répand à travers le monde, il est plus qu'étrange d'entendre dire par le premier ministre qu'à son avis le maréchal Staline ignorait tout de ce qui se passait chez nous.